



- COMMUNIQUE DE PRESSE -

## **Gaz de schiste: La fracturation hydraulique...un vrai champ de Bataille !**

Paris vendredi 7 juin 2013 – L'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST) présentait hier un rapport d'étape sur les « *techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste* ».

Sans surprise aucune, ce rapport fait l'apologie de la fracturation hydraulique, aujourd'hui jugée comme technique « *la plus efficace et la mieux maîtrisée pour extraire les hydrocarbures non conventionnels* ». Sans tout à fait aller jusqu'à parler de « *massage de la roche* » (mais presque), comme le suggérait il y a quelques mois Christophe de Margerie, PDG de Total, les députés Christian Bataille (PS) et Jean-Claude Lenoir (UMP), chefs de file de ce rapport d'étape mettent tout en œuvre pour ouvrir la porte à l'extraction des gaz et huiles de schiste.

Recherche scientifique d'évaluation des réserves potentielles, mise en place de « puits test » destiné à l'expérimentation de techniques, exploitation du gaz de houille en Lorraine et dans le Nord Pas de Calais etc. tous les arguments sont bons pour vendre la fracturation hydraulique et la nécessité d'exploiter ces ressources fossiles.

Face à ces aberrations, nos organisations déplorent tout d'abord la volonté des parlementaires en charge de ce rapport, de réduire le débat à une simple question de technique d'extraction alors que la problématique des gaz de schiste est bien plus large. Il a en effet été scientifiquement prouvé que l'exploitation des gaz et huiles de schiste entraîne des fuites de méthane, en partie à l'origine du réchauffement climatique. Exploiter ces ressources fossiles en France ou ailleurs et ce, quelque soit la technique, ne ferait qu'accroître nos émissions de gaz à effet de serre en nous enfonçant encore un peu plus dans la crise climatique.

Une telle politique irait bien évidemment à l'encontre des recommandations des scientifiques du GIEC et des engagements, pourtant minces, déjà pris par la France à l'échelle internationale en matière climatique. De plus, nous avons un quota d'émissions de CO2 à ne pas dépasser d'ici à 2050 pour rester sous les deux degrés de hausse des températures. Aujourd'hui, les émissions des projets d'extraction fossiles en cours nous font déjà exploser ce quota. Il est donc impensable, quelle que soit la méthode d'extraction, d'aller chercher de nouvelles ressources fossiles. Pour les associations, la crise climatique clôt le débat.

Cerise sur le gâteau, les parlementaires vont même jusqu'à proposer de « *financer la transition énergétique par les retombées financières éventuelles de l'exploitation des gaz et huiles de schiste* », reprenant mot pour mot la récente proposition de Laurence Parisot, présidente du Medef<sup>1</sup>. Pourtant, à l'heure du débat national sur la transition énergétique, il est grand temps de se détourner des énergies fossiles, qui ne font qu'aggraver le réchauffement climatique, et de choisir la voix de la sobriété énergétique.

Nos organisations dénoncent également le lobbying effréné des intérêts particuliers représentés par les industries pétrolières et gazières qui cherchent, par tous les moyens à contourner la loi de juillet 2011 interdisant la fracturation hydraulique en France. La proposition des parlementaires de « *réformer le code minier pour faire bénéficier les collectivités locales et les propriétaires d'une part des retombées financière liées à ces hydrocarbures.* » apparaît comme une tentative très claire de convaincre citoyens et élus locaux de l'attrait financier de ces exploitations, en ne prenant nullement en considération les impacts sur l'eau, l'air, la terre, le paysage etc. et la santé des populations

Nos organisations signataires se joignent aux collectifs citoyens contre les gaz de schiste pour demander

---

<sup>1</sup> Voir le débat entre Laurence Parisot et Delphine Batho sur RMC, le 5 juin 2013

l'interdiction du recours aux gaz et huiles de schiste, quelque soit la technique d'extraction ainsi que pour exiger une transition énergétique tournée vers la sobriété et les énergies renouvelables mais en aucun cas vers de nouvelles énergies fossiles, quelle qu'elles soient.

Contacts presse :

Sophie Bordères, Agir pour l'environnement, 06.45.48.13.54

Romain Porcheron, Amis de la Terre, 06 63 43 96 57

Maximes Combes, Attac 06. 24.51.29. 44

Anne Valette, Greenpeace 06.73.89.48.91

Meike Fink, Réseau action climat, 01.48.58.89.79